



Je dirai tout d'abord que c'était une année charnière pour l'orientation des activités présentes et futures. En Mars 2007, le Conseil d'administration du groupe de la Banque mondiale a discuté positivement du Madagascar Action Plan 2007-2012. Cela a été suivi le 2 Avril 2007 par la discussion par ce même Conseil de la Stratégie d'aide au pays (CAS) qui sera mise en œuvre par la Banque Mondiale pour la période 2007-2011. Bien entendu, ce CAS est aligné sur les objectifs du MAP, et prévoit un soutien de 700 millions USD sur les 5 ans. Cette somme représente le montant des nouveaux crédits prévus pour être engagés durant cette période, soit environ 140 millions USD par an

Comment se porte le portefeuille actuel ? A la fin 2007, le montant total des engagements de la Banque mondiale à Madagascar était de 1086 millions de dollars, dont environ seuls 300 millions restent encore à déboursier, ce qui traduit une bonne performance du portefeuille qui comprend 19 projets. Pour en revenir aux nouveaux engagements, plusieurs projets ont été signés en 2007.

En effet, l'année 2007 a été une année productive, qui nous a permis d'approuver de nouveaux financements. Je citerai le 4ème Crédit d'appui à la réduction de la pauvreté (CARP 4), qui était une aide budgétaire de 40 millions USD. Il y a également eu 30 millions USD pour les infra-structures de télécommunications, et 10 millions USD pour un projet concernant la santé. Il est également important de souligner qu'en plus de ces nouveaux engagements, 6 projets malgaches déjà en cours ont reçu des financements supplémentaires. L'année 2007 a donc été un bon cru, qui a permis à Madagascar d'obtenir 153,6 millions USD de la part de la Banque mondiale.

Durant les deux derniers mois de l'année, certains projets soutenus par la Banque mondiale ont été au centre de l'actualité, dont le projet PIC et ceux de lutte contre le SIDA. Effectivement. Nous avons pris très au sérieux les remarques que les autorités malgaches ont exprimées sur le projet PIC. Une mission de supervision est rentrée il y a quelques semaines de Fort-Dauphin. Il y a certainement des choses à améliorer, et des actions correctives sont en cours. Toutefois, de façon générale et par rapport aux critères d'évaluation de la Banque mondiale, le projet PIC se déroule de façon satisfaisante. Le projet SIDA avait également connu quelques lacunes dans son exécution, mais maintenant la situation est revenue à un niveau satisfaisant, selon la dernière évaluation qui a été faite en Octobre dernier.

Les évolutions géopolitiques montrent que certains pays choisissent de plus en plus des solutions complémentaires ou même alternatives à la Banque mondiale en matière de financement. Quel est votre commentaire ?

C'est vrai qu'il y a des alternatives de financement qui peuvent exister en dehors de la Banque mondiale. Mais il y a deux choses qu'il ne faut pas oublier. Tout d'abord, la Banque mondiale

di a l e o f f r e bien plus que de s i m p l e s financements, car son expérience et son réseau en font une institution au savoir-faire indéniable. J'en veux pour preuve la confiance que les pays donateurs ont manifestée à son égard en acceptant de compléter à nouveau les fonds destinés à l'IDA pour les trois prochaines années. C'est un signe fort qui montre que dans l'éventail de solutions qui s'offrent en matière d'aide au développement, la Banque mondiale offre un avantage comparatif. De plus, les conditions concessionnelles accordées aux pays éligibles ont quand même beaucoup d'attraits : différé de 10 ans, remboursement jusqu'à 40 ans et un taux d'intérêt extrêmement faible.

A M a d a g a s c a r c o m m e d a n s plusieurs pays, la Banque mondiale est de temps en temps accusée d'être complaisante avec les régimes e t d ' e n j o l i v e r l e s c h i f f r e s . Q u e pouvez-vous répondre à cela ? Les données sur lesquelles nous nous b a s o n s p r o v i e n n e n t d e s s y s t è m e s nationaux. Nous les regardons d'un point de vue technique, et en cas de nécessité nous pouvons demander des clarifications. Quand il y a problèmes nous en discutons très ouvertement avec le Gouvernement. Nous sommes très ouverts aux observations qui nous sont faites sur la qualité des données et leur interprétation, mais la Banque mondiale n'a aucun intérêt à enjoliver la situation, et elle se fait un point d'honneur à exposer sa vision des choses quand cela est nécessaire.

15ÈME

RECONSTITUTION DES RESSOURCES DE L'IDA

Financement record de près de 42 milliards

BERLIN, le 14 décembre 2007 – Les pays donateurs ont promis aujourd'hui des dons record de 25,1 milliards de dollars pour aider la Banque mondiale à vaincre la pauvreté dans les pays les plus pauvres du monde. Au total, la reconstitution des ressources au titre de l'IDA 15 permettra de lever

41,6 milliards de dollars, une augmen- tation de 9,5 milliards par rapport à la reconstitution précédente (IDA14) qui avait permis de récolter 32,1 milliards de dollars.

« Il s'agit de la plus importante h a u s s e d u f i n a n c e m e n t p a r l e s donateurs dans l'histoire de l'IDA », a dit le président du Groupe de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick, au sujet de la quinzième reconstitution de l ' A s s o c i a t i o n i n t e r n a t i o n a l e d e d é v e l o p p e m e n t (I D A 1 5) . « L a c o m m u n a u t é d e s d o n a t e u r s a démontré son plein engagement à aider les pays à vaincre la pauvreté et à parvenir à une croissance durable, surtout en Afrique. »

Ces promesses de dons record e n v e r s l ' I D A 1 5 r e p r é s e n t e n t u n e hausse de 42 % par rapport à celles de la reconstitution précédente. Ces contributions sont complétées par un financement interne de 16,5 milliards de dollars du Groupe de la Banque m o n d i a l e e t p a r d e p r é c é d e n t e s promesses de dons pour financer l'annulation de la dette.

M. Zoellick a remercié les donateurs pour cette démonstration de soutien s a n s p r é c é d e n t . « C e s f o n d s permettront à l'IDA de continuer à être a u s e r v i c e d e s 2 , 5 m i l l i a r d s d e personnes vivant dans les pays les plus pauvres des cinq continents », a-t-il déclaré. « Cette généreuse reconstitu- tion constitue une forte reconnaissance de l'importance de l'aide multilatérale ainsi qu'un vote de confiance envers l'IDA en tant que plateforme efficace pour

l'aide au développement mondial.

»

L'IDA15 viendra en aide aux pays à faibles revenus en accélérant ses activités visant à lutter contre le changement climatique, en facilitant l'intégration régionale et la coopération, en accroissant l'investissement dans les infrastructures et en fournissant un meilleur soutien aux pays se relevant d'un conflit, notamment en Afrique.

Au total, 45 pays ont promis de contribuer à la quinzième reconstitution de l'IDA, un nombre de donateurs jamais égalé dans l'histoire de l'IDA. Six pays, soit la Chine, Chypre, l'Égypte, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, se sont joints à la liste des donateurs. Certains de ces pays, tels que l'Égypte et la Chine, étaient autrefois des emprunteurs de l'IDA. « Nous avons fait beaucoup d'efforts pour trouver de nouveaux donateurs pour l'IDA », a indiqué M. Zoellick. « Élargir la base des donateurs permettra à l'IDA de lever davantage de fonds et de se doter d'une fondation solide pour continuer ses opérations. »

La ministre allemande de la Coopération économique et du développement, H. E. Heidi Marie Wieczorek-Zeul, a réagi à l'issue favorable de la reconstitution en décrivant le Groupe de la Banque mondiale comme « une des institutions essentielles à l'atteinte des objectifs de développement pour le Millénaire » et comme « un modèle et cadre de référence pour plusieurs autres donateurs multilatéraux et bilatéraux. »

Selon H.E. John Kufuor, président du Ghana et président de la Conférence de l'Union africaine, « à mesure que nous approchons l'année cible de 2015, il est très important que les pays africains sachent qu'ils peuvent compter sur la communauté internationale de donateurs et sur une IDA solide pour les aider à atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire et améliorer les moyens d'existence des Africains ».

M. Zoellick a souligné que cette ronde de reconstitution s'était révélée particulièrement difficile parce que les remboursements sous l'IDA15, y compris les compensations pour l'annulation de la dette, sont demeurés presque identiques à ceux de l'IDA14.

Cela voulait donc dire que l'essentiel de la hausse de l'enveloppe de l'IDA devait être imputable aux donateurs et n'était pas un effort proportionnellement plus important de leur part.

SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LA BANQUE MONDIALE ET L'EDBM
Pour accélérer la mise en place de l'EDBM, le support financier de la Banque mondiale se faisait auparavant via le projet PIC. A la suite de l'opérationnalisation de l'EDBM, notamment au niveau du recrutement du personnel clé et de la mise en place des règles et procédures, en particulier en matière budgétaire, un protocole d'accord permettant à l'EDBM de gérer directement son budget d'un montant de 6.206.578 USD pour la période allant d'avril 2007 à mars 2010 a été signé le 11 Décembre 2007.

Participant à la cérémonie de signature, sur la photo de gauche à droite : Robert Blake (Country manager, Banque mondiale), Haja Razafinjatovo (Ministre des finances et du budget), Prega Ramsamy (CEO de l'EDBM) et Eric Rakoto Andriantsilavo (Secrétaire national du Projet PIC). Le ministre de l'Economie, du commerce et de l'industrie Ivohasina Razafimahefa assistait également à la cérémonie.

COUNTRY ECONOMIC MEMORANDUM

Le processus de préparation est lancé

La Banque mondiale vient de lancer la préparation de son nouveau rapport économique (Country economic memorandum) sur Madagascar, document qui devrait être terminé au milieu de l'année prochaine. L'ambition de cette étude est de soutenir les efforts du Gouvernement visant à promouvoir une croissance soutenue et répartie, et ainsi à atteindre les ambitieux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Le chef de file de cette étude du côté du Gouvernement malgache est le Ministre Ivohasina Razafimahefa, en charge de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie. Cela permettra de veiller à son alignement avec les priorités du Madagascar Action Plan (MAP), et à favoriser la prise en compte de ses résultats et recommandations par l'ensemble des décideurs politiques dans le pays. L'équipe de la Banque mondiale travaillera sous la direction de Jacques Morisset et bénéficiera de l'apport des services techniques de l'ensemble du groupe de la Banque mondiale, y compris l'International finance corporation et le World bank institute.

Dans le souci de faciliter le processus de consultation entre les équipes du Gouvernement et de la Banque mondiale, un groupe de travail dirigé par le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie a été mis en place. Il est

composé de spécialistes issus de plusieurs ministères ou agences-clés comme l'Economie, les Finances, la Fonction publique, la Banque centrale, l'EDBM, et le CREAM. La création de ce groupe de travail traduit la volonté des autorités malgaches à aller de l'avant et à promouvoir le dialogue technique avec la Banque mondiale. Un groupe consultatif qui inclura des représentants des partenaires au développement, de ses agences gouvernementales, du secteur privé et de la société civile sera également invité à participer au processus de préparation. Cela devrait permettre d'élargir le débat tout en assurant la promotion des alliances entre les diverses parties prenantes. La première partie de l'étude présentera un diagnostic des récents développements économiques avec l'objectif d'aider Madagascar à poursuivre une gestion macro-économique saine et efficace, qui minimiserait notamment le risque de surévaluation du taux de change et ses effets néfastes sur la croissance des exportations.

La deuxième partie mettra l'accent sur la promotion du secteur privé comme moteur de la croissance économique. En complément des nombreuses études qui mettent en avant les besoins de mettre à niveau les infrastructures de base et

d'encourager l'accès au financement, l'étude s'intéressera à trois domaines transversaux qui sont perçus comme des barrières majeures à l'essor du secteur privé. Elle se focalisera successivement sur les besoins de rationaliser les procédures administratives auxquelles doivent faire face les opérateurs économiques ; de faciliter l'accès aux marchés (surtout externes) ; et d'accroître la productivité du travail. Ces questions seront abordées aussi bien dans une perspective régionale que sectorielle, et en cohérence avec la stratégie du Gouvernement qui consiste à privilégier un certain nombre d'activités économiques dans des régions (ou pôles) spécifiques en raison de leur positionnement stratégique et/ou de leur capacité d'entraînement au sein de l'économie

malgache.

Enfin, la troisième partie portera l'attention sur la nécessité de promouvoir une répartition élargie des fruits de la croissance économique, notamment celle générée par les grands projets qui prennent actuellement place dans les secteurs miniers et touristiques, car cette préoccupation se trouve au centre de l'agenda du Gouvernement.

Jacques Morisset
Economiste principal

LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Partenariat novateur pour placer les nouvelles technologies à la disposition d'un quartier défavorisé

Des entreprises implantées à Madagascar sont de plus en plus conscientes de leur rôle citoyen, et s'impliquent dans des projets de développement. Le fournisseur d'accès internet Moov et Alcatel-Lucent se sont associées pour appuyer l'ONG ATD-Quart monde dans un projet novateur d'accès aux technologies de l'information des populations défavorisées à Madagascar. Exécuté dans le quartier d'Antohomadinika IIIG Hangar (Antananarivo), ce projet d'un an consiste principalement en deux volets complémentaires. D'une part, la formation de plusieurs dizaines de jeunes de ce quartier à la manipulation de l'ordinateur et à internet. Ensuite, l'utilisation d'Internet pour permettre aux habitants de ce quartier de promouvoir leurs produits artisanaux.

A travers une contribution de 47.500 USD du Trust fund ESSD, la Banque mondiale a soutenu le volet formation, mais a également mis en place une activité de recherche pour voir si les leçons tirées de cette expérience permettront de la répliquer ailleurs dans le monde.

VÈME MISSION CONJOINTE D'APPUI BUDGÉTAIRE

Le rapport présenté au Ministère des Finances

La cinquième Mission Conjointe d'Appui Budgétaire depuis la signature du Cadre de Partenariat (CdP) du 8 juin 2005, s'est déroulée du 11-18 Octobre à Antananarivo, suivies de visites sur le terrain à Majunga et Diego. Les partenaires signataires du CdP regroupent la Banque mondiale, l'Union européenne, la France, la Banque africaine pour le développement. L'Allemagne fera partie du groupe bientôt. La mission conjointe d'appui budgétaire permet régulièrement aux partenaires apportant un appui budgétaire à Madagascar de faire le point avec le gouvernement, et représente également une occasion d'harmoniser les nouveaux programmes des bailleurs (CARP

5, Xè FED, ...) d'aligner les objectifs/ indicateurs des partenaires avec ceux du MAP.

Le rapport de cette mission a été présenté au Ministère des finances le 14

Novembre 2007, ce qui a permis aux partenaires de :

- o Faire le point sur réalisations budgétaires de l'année 2007 et les prévisions (cadrage 2008 et le budget 2008)
- o Etablir un bilan de la mise en œuvre du MAP et de ses politiques sectorielles.

- o Apprécier conjointement la qualité de la gestion des finances publiques.
 - o Examiner l'état d'avancement du Plan d'Action Prioritaire en cours, ainsi que le PAP à moyen terme du Ministère des Finances.
 - o Comprendre et trouver des solutions de concert avec le gouvernement sur les goulots d'étranglement à la bonne l'exécution du budget.
- Les constats de la Vème mission portent essentiellement sur les points suivants.
- o Des changements institutionnels positifs en cours, caractérisés par une volonté politique manifeste de développer le pays, de moderniser les instruments de politique publique et de renouveler la gestion de l'État.
 - o Une évolution prometteuse de la procédure budgétaire, avec notamment une élaboration de la Loi de Finances plus précoce et plus participative.

o L'évolution favorable des

principaux paramètres macroéconomiques o La volonté d'une mobilisation accrue des ressources nationales, par une réforme structurelle et radicale de la fiscalité. La mission souligne l'importance d'augmenter le taux de pression fiscal.

o Une évolution et une volonté politique d'aller de l'avant vers la décentralisation/déconcentration.

o Des faiblesses sont encore constatées au niveau de la chaîne de dépenses, notamment au niveau du contrôle interne et externe, en particulier au niveau du Contrôle des Dépenses Engagés (CDE) et de l'application des règles de passation des marchés publics. Les principales recommandations de la mission sont au nombre de cinq.

o Une amélioration du dialogue entre les différents acteurs du processus budgétaire, en impliquant les ministères sectoriels et en les sensibilisant à l'importance d'une nomination plus précoce des Ordonnateurs Secondaires (ORDSEC) et Gestionnaires d'Activités (GAC) pour l'exercice budgétaire.

o La nécessité d'une hiérarchisation plus nette entre les nombreux objectifs du MAP, qui devrait être reflété dans le Cadre de Dépenses à Moyen Terme, ce qui permettrait également de gérer la contrainte des moyens

o La simplification de la chaîne de dépenses en appliquant les dispositions du budget-programme de la Loi Organique portant Loi des Finances

o La mise en place de tous les dispositifs d'accompagnement de la décentralisation/déconcentration budgétaire et fiscale, notamment la mise en œuvre du Fonds de Développement Local (FDL)

o Le développement d'un plan des ressources humaines et d'un plan de formation qualitative, en complément du plan d'appui institutionnel qui puisse fournir les compétences nécessaires à la réalisation des missions/objectifs des ministères.

Noro Aina Andriamihaja, Economiste

DES FONDS BIENTOT DISPONIBLES P O U R L A S O C I E T E C I V I L E A MADAGASCAR

Bonne nouvelle pour les organisations de la société civile travaillant dans la Grande Ile. Comme pour l'année dernière, le bureau de la Banque mondiale à Madagascar vient encore de bénéficier d'une allocation de

35.000 USD dans le cadre du programme de micro-subventions (Small Grants Program, SmGP) pour l'année prochaine. Cette somme sera répartie en dons auprès d'organisations de la société civile qui seront sélectionnées par le biais d'un processus d'appel d'offres au début de l'année 2008, et qui proposeront d e s p r o j e t s e n v u e d e p e r m e t t r e l'engagement civique de populations défavorisées. Actuellement 7 projets sont exécutés dans le cadre du SMGP.

Le SmGP existe au sein de la Banque mondiale depuis 28 years. Afin de refléter de manière plus forte son lien avec le développement social et avec la cible spécifique qu'est la société civile, le programme portera désormais un nouveau nom : the Social Development Civil Society Fund, qui sera popularisé sous le nom de The Civil Society Fund (CSF).

RECENSEMENT DES COMMUNES

2007

A travers le FID, la Banque mondiale a appuyé le Ministère auprès de la Présidence chargé de la décentralisation pour réaliser le recensement 2007 des communes. La base de données sera disponible d'ici un mois, et sera également utilisée pour la mise en place du FDL. Selon Stefano Paternostro, Lead economist, le questionnaire utilisé a été conçu pour recueillir une grande diversité de données, qui présentent un potentiel très intéressant pour la concep- tion et la mise en oeuvre de projets. en ac- cord avec le Gouvernement, le rapport se focalisera sur 4 ou 5 thèmes. CONFERENCE SUR LE LEASING A MADAGASCAR L'IFC a organisé une conférence su

LE CHIFFRE DU MOIS

100 milliards de dollars par an pendant 25 ans

Selon la Banque mondiale, c'est l e m o n t a n t d ' i n v e s t i s s e m e n t s n é c e s s a i r e s p o u r l e
Site Assessment Mission of IFC's
ICTA Eco-Tourism Investment Team

IFC is implementing a two-year TA pro- gram advising the Government of Madagas- car on several dime
The program, managed by Mr. Xavier Forneris, has several components (provid- ing capacity-building to
As part of this initiative, the ICTA team conducted a Site Assessment Mission in Madagascar from Nove

Masoala/Nosy Mangabe; Tsimanampetsotse/ Nosy Ve) based on the outcomes of our pre- liminary site
'Princesse Bora Lodge' in Sainte Marie). In- formation was exchanged with these pri- vate sector operat

The intensive mission was concluded

MICROFINANCE

with a reception hosted by the IFC Country Manager, Mr. Henri Rabarijohn. Prior to the mission and upon its completion, the team met with the IFC Country Manager, Mr. Henri Rabarijohn. An important outcome of the mission was the confirmation of the truly exceptional eco-tourism potential of the sites visited. The final site assessment report will be issued at the end of January 2008 and first shared with all our partners in Madagascar. Irene Visser et Michaela Pawliczek (IFC-ICTA EcoTourism Investment Initiative).

fulfilment of the mission's objectives, namely:

1. Field assessment of 8 short-listed sites for inclusion in the Program based on a preliminary analysis
 2. Assessment of selected upmarket hotel products offered currently in Madagascar by a representative of the private sector
 3. Team-building, discussions of important topics and clarification of the next steps of the program together with the IFC Country Manager, Mr. Henri Rabarijohn.
- During this 10-day mission, the team went from Tana to Mahajanga, to the Archipel of Radama, Nosy Be (including the 'Princesse Bora Lodge' in Sainte Marie). Information was exchanged with these private sector operators.

The intensive mission was concluded

with a reception hosted by the IFC Country Manager, Mr. Henri Rabarijohn. Prior to the mission and upon its completion, the team met with the IFC Country Manager, Mr. Henri Rabarijohn. An important outcome of the mission was the confirmation of the truly exceptional eco-tourism potential of the sites visited. The final site assessment report will be issued at the end of January 2008 and first shared with all our partners in Madagascar. Irene Visser et Michaela Pawliczek (IFC-ICTA EcoTourism Investment Initiative).

MICROFINANCE Un autre projet en préparation

Le Fonds Catalytique pour la Croissance en Afrique (FCCA) a réservé des fonds sous forme de don d'usage à la Région Afrique. L'objectif du projet proposé est d'accroître l'accès aux services financiers des ménages et entreprises à travers la Région Afrique. L'approbation finale du projet par la Vice-présidente de la Région Afrique est prévue au plus tard le 31 décembre 2007. Korotoumou Ouattara Senior Financial Economist

La MIGA soutient un projet visant à améliorer l'efficacité des transactions commerciales à Madagascar

WASHINGTON, le 11 décembre

2007 — L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), membre du Groupe de la Banque mondiale, a annoncé son soutien à un projet de garantie pour le projet de G@synet (nom dérivé de celui de la société anonyme Gasy Community Network Services), consistant à doter Madagascar d'un réseau de services de communication. Commel'expliqueNouredine Ennaboulssi, Chargé d'Affaires à la MIGA : « L'automatisation

Le projet comporte également un volet de contrôle de destination dans le cadre duquel des scanners m (sud-ouest) et Toamasina (est). Grâce à ces équipements, les autorités pourront procéder

Les résultats attendus de ce projet se situent à plusieurs niveaux : meilleure gouvernance, amélioration

« En tant que membre du Groupe de la Banque mondiale, la MIGA est résolue à faire disparaître les cor
D'autres projets actuellement entrepris à Madagascar bénéficient de l'appui de la MIGA.

Communiqué de la MIGA

Madagascar's growth objective as outlined in the Madagascar Action Plan (MAP), the Government development strategy for 2007-2012, is to raise the economic growth rate to 7-10% per year. FDI is one of the principal requirements for achieving this high growth objective. The MAP has set two targets: (i) increasing FDI inflows from US\$500 million in 2005 to US\$500 million in 2012 and (ii) improving the ranking on the Ease of doing business indicator from 131 in 2005 to 80 by 2012.

To obtain its share of FDI flows and in line with the ongoing process of policy adjustment to improve the One of EDBM's main objectives is to execute a regular system of reporting to its Board, government and the public. On December 11, 2007 the Country team reviewed the output document and decided its release to EDBM. Josiane Raveloarison Sr. Public Sector development specialist

PROGRAMME DE BOURSES UNIVERSITAIRES BANQUE MONDIALE / JAPON : DEUX MALGACHES
Deux malgaches bénéficieront d'une bourse d'études attribuée par le Programme de bourses universitaires au Québec, Canada.

Mihèlè Vololoharisa ndy Hanitrini ny (ingénieur agronome), va préparer un Master en développement agricole. Nos félicitations et nos encouragements à toutes les deux!

Newsletter produced by the Communications Unit with the collaboration of Eavan O'Halloran

Contact :

erabemananoro@worldbank.org

Africa Development Indicators 2007

JOHANNESBURG, le 14 novembre

2007 – De nombreuses économies africaines semblent avoir pris un nouveau virage et s'orientent peut-être

2007 du développement en Afrique de la Banque mondiale (ADI), publié ici aujourd'hui. Les solides performances économiques enregistrées dans l'ensemble du continent au cours de la décennie 1975-1985 et la stagnation observée en 1985-1995. L'ADI indique qu'il est possible

de répandre et pérenniser à l'avenir la croissance en accélérant la productivité et en accroissant l'investissement. « Au cours de la dernière décennie, l'Afrique a enregistré un taux de croissance moyen de 5,4 %, une é Les pays africains se classent dans trois catégories générales sur ce continuum. Le premier groupe de « L'ADI 2007 conclut que le fait d'éviter les reculs marqués de la croissance du PIB a joué un rôle essen

Project	Closing			
date	Commitment			
Monthly				
Disbursement				
Tot				
Disbursement				
Mineral Resources	12/31/08	40.0	0.36	31.00
PSDP2	12/31/07	23.8	0.25	22.20
Growth Poles	12/31/10	129.8	2.01	52.23
Rural Transportation	6/30/09	80.0	0.74	58.86
Transp. Infrastructure	6/30/09	165.6	7.92	112.06
Governance	6/30/09	35.0	0.49	28.84
Microfinance	12/31/09	21.4	0.19	16.54
Power/Water	4/30/09	10.0	0.05	1.75
Watershed	3/1/11	30.0	0.0	1.3
Regional Telecommunications	7/31/12	30.0	0.0	0.0
GEF EP3	12/31/09	9.0	-	5.60
EP3	12/31/09	40.0	0.0	21.9
Rural Development	6/30/07	87.8	0.69	86.66
HIV/AIDS	12/31/07	20.0	0.18	21.77
Nutrition2	12/31/08	47.6	0.71	38.46
Health2	12/31/07	58.0	0.02	58.77
HIV/AIDS2	12/31/09	30.0	0.66	3.81
FID	6/30/08	178.0	1.30	179.21
Health PDSSP	12/31/09	10.0	0.65	0.65
PRSC 4	31/07/08	40.0	0.0	40.9
Total		1086.0	16.2	782.4

La vie du bureau

21 Décembre 2007: Le personnel de la banque mondiale et de l'IFC a fêté Noel en famille au domicile d

